

La dette agricole doit nous préoccuper tous. Nous étudions un bill visant à prêter de l'argent aux agriculteurs et nous constatons que la dette agricole augmente très rapidement. Il est même probable qu'elle augmente à Crowfoot. Par exemple, en 1966, la dette agricole au Canada était de 3.4 milliards de dollars et en 1976, elle s'élevait à 9.5 milliards de dollars. La dette agricole a donc triplé.

Si vous prenez le revenu agricole net, monsieur l'Orateur, on pourrait penser que, si la dette agricole augmente parce que les gens empruntent de l'argent pour élargir leur exploitation, le revenu agricole net devrait augmenter. Nous savons tous que les agriculteurs sont des gens travailleurs. Il vaut la peine de faire remarquer que l'agriculteur canadien est l'agriculteur le plus productif du monde. Les achats de produits alimentaires ne représentent que 14 p. 100 des dépenses de consommation au Canada alors qu'aux États-Unis ils représentent environ 15 p. 100. Ils sont beaucoup plus élevés dans tous les autres pays. Le syndicat du blé de la Saskatchewan a récemment pris l'exemple d'un panier alimentaire typique et il a calculé que pour l'acheter au Canada, il fallait environ 5 heures et 15 minutes de travail. A Washington, il fallait environ 7 heures de travail pour acheter le même panier d'aliments. A Tokyo, il représente environ 24 heures de travail tandis qu'à Buenos Aires, au Brésil, il faut environ 60 heures de travail pour l'acheter. Encore une fois, nous pouvons constater que l'agriculteur canadien est effectivement le plus productif. Les consommateurs canadiens ont beaucoup de chance que notre agriculture soit aussi efficace et que nous puissions produire des aliments à un prix moins élevé que partout ailleurs au monde.

J'ai bien l'impression que, si le prix des aliments est élevé dans certaines régions, ce n'est pas la faute du producteur, mais celle de l'intermédiaire. Une fois de plus, nous avons des exemples qui le démontrent. Selon l'indice des prix à la consommation pour janvier, le prix du bœuf aurait augmenté d'environ 33 p. 100. Or il se trouve que, pour un bœuf de 1,000 livres, l'éleveur a touché 19 p. 100 de plus en janvier 1978, soit \$80 de plus que ce qu'il aurait touché en janvier 1977. Mais le consommateur, lui, a payé 33 p. 100 de plus, soit \$180 de plus pour la même quantité de viande. Cela signifie que l'intermédiaire a mis \$100 de plus dans sa poche dans le même intervalle. Nous avons étudié les statistiques concernant ces intermédiaires. Nous avons étudié d'abord leurs salaires, car il y a des députés à la Chambre qui disent que les travailleurs sont trop payés. Nous avons découvert que les conventions collectives des employés des abattoirs et des établissements de préparation de la viande leur avaient accordé seulement une augmentation de 6 p. 100 l'année dernière. Ce ne sont donc pas eux qui ont empoché l'argent.

On pourrait penser qu'avec tous ces nouveaux investissements, avec le meilleur rendement des techniques agricoles, auxquels viennent s'ajouter les avantages de la libre entreprise, les agriculteurs qui ont fait preuve d'esprit d'initiative, ont travaillé dur, ont engagé de nouveaux capitaux dans leur exploitation et y ont investi tout leur argent, seraient récompensés de leurs efforts. Mais ce n'est pas du tout le cas.

J'ai ici en main les chiffres concernant le revenu net des agriculteurs canadiens. En 1974, ce revenu net était de 3.9

milliards de dollars. En 1975, il était passé à près de 4.3 milliards. Mais, en 1976, il était retombé à 3.7 milliards et, selon les prévisions les plus exactes de Statistique Canada, il devrait être d'environ 3.3 milliards de dollars en 1977.

● (2122)

C'est dire que les cultivateurs canadiens ont essuyé une baisse de salaire de 23 p. 100 environ. Quel autre groupe de la société accepterait pareille réduction de salaire? C'est pourtant ce qui est arrivé aux cultivateurs. Ils perdent en revenu net, pas en rentrées d'argent comptant.

Pendant que leur revenu fléchissait, que devenaient leurs frais? En 1975, le coût des opérations agricoles au Canada a atteint les 6.6 milliards de dollars. En 1976, les 7.3 milliards, et il semble qu'en 1977 il aura été de 7.8 milliards. C'est donc dire qu'alors que le prix de revient du cultivateur augmentait d'environ 18 p. 100, son revenu net tombait de 23 p. 100. Et on attend de lui qu'il assume ses frais, en 1978, avec un revenu de 1974. Ce n'est pas juste. Le revenu agricole doit être plus élevé. Le cultivateur doit toucher un prix garanti pour ses produits. Il doit être mieux servi par le marché. Le gouvernement actuel ne fait pas la part des choses dans son cas.

Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est bien intervenu de temps à autre à la Chambre pour nous dire que nous avons les meilleurs programmes agricoles du monde et que nos agriculteurs sont les plus prospères. Je lui demande de voir ses propres statistiques; elles montrent bien que le revenu agricole a considérablement fléchi. Les dettes s'accumulent et les agriculteurs doivent abandonner la terre.

Examinons d'autres statistiques qui dépeignent la situation dans les campagnes canadiennes, et surtout dans ma province. J'ai été surpris de constater hier, en faisant des recherches, que les recettes de caisse des agriculteurs de la Saskatchewan avaient diminué de 55 p. 100 en janvier 1978 par rapport à janvier 1975. Si les commettants du député de Vancouver-Kingsway (M^{me} Holt) voyaient leur revenu fléchir de 55 p. 100, elle protesterait avec véhémence à la Chambre, tout comme j'essaie de le faire maintenant. Voilà dans quelle proportion, d'après le ministère de l'Agriculture et Statistique Canada, le revenu des agriculteurs de la Saskatchewan a diminué de 1975 à 1978.

Considérons les frais d'exploitation et la dépréciation en Saskatchewan. Pour toute l'année 1977, les frais d'exploitation en Saskatchewan ont été de 23 p. 100 supérieurs à ce qu'ils avaient été en 1975. Alors que les rentrées en argent comptant des agriculteurs ont baissé de 55 p. 100, leurs frais ont augmenté de 33 p. 100. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les céréaliculteurs de ma province, du Manitoba et de l'Alberta abandonnent l'agriculture. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner non plus que de plus en plus d'agriculteurs soient forcés de vendre leurs exploitations. Les vieux agriculteurs vendent aux grandes entreprises. Le regroupement des exploitations agricoles s'effectue très rapidement.

Considérons un peu le revenu net en Saskatchewan. Si nous enlevons à l'agriculteur les rentrées en argent comptant et si nous lui laissons seulement l'argent qu'il peut dépenser, nous constatons que le revenu net en Saskatchewan entre 1975 et 1977 a baissé de quelque 40 p. 100. Le régime de stabilisation ne modifiera pas sensiblement cette situation.